

ENJEU SÉCURITÉ - Armes, insurrections, bandes criminelles : mythes, fantasmes, bobards

Elle nous surplombe et souvent, nous écrase : l'infosphère, concept dû au philosophe Michel Maffesoli, définit l'addition des élites du *faire* : élus, hauts fonctionnaires, grands patrons (industrie ou finance) ; et du *dire* : savants, intellectuels, écrivains, magistrats, journalistes. Symbiose des milliardaires et directeurs de médias, et de ceux qu'ils dotent du "pouvoir de la parole" : "intellos-vus-à-la-télé" politiciens, grands commis, journalistes, artistes, etc., ce dispositif gouverne et informe à la fois : pouvoir majeur.

De même que le marxisme-léninisme n'entendait rien à l'économie réelle, l'infosphère, à l'idéologie ultralibérale sauce californienne, ne comprend rien au crime et aux criminels. Passant de la négation du réel criminel à de grotesques paniques, et quel que soit le mouvement de son balancier mental, l'infosphère divague sur l'illicite.

Preuve en trois questions-réponses.

• ***Y a-t-il eu "insurrection" en France, fin juin-début juillet 2023 ?*** Non. Une insurrection concertée est clairement politique, on trouve ses traces dans l'histoire. Au XIXe siècle, son texte majeur est "Instructions pour une prise d'arme" du révolutionnaire Auguste Blanqui. Pour la première moitié du XXe siècle, c'est "L'Insurrection armée", manuel publié par le Komintern (Internationale communiste) en 1931 ; la même année, "Technique du coup d'État" de l'italien Curzio Malaparte. Lors des guerres de libération des années 1960, le "Manuel de guérilla urbaine" du gauchiste brésilien Carlos Marighella.

Rien de tel lors d'émeutes type automne 2005 ou début de l'été 2023. Bien plutôt, pour quelque motif ou prétexte, l'émeute spontanée, propagée de quartier en quartier, d'individus agrégés en meutes : quelques heures ici, un jour là : le scénario d'octobre-novembre 2005, qui par secousses sporadiques, dura trois semaines. Pour 2023, avec prudence, on aura la durée d'une décade.

De telles émeutes sont symboliques et anomiques ; elles visent à casser, incendier, ravaquer tout ce que représente la société haïe par ces émeutiers : ses institutions (mairies, commissariat), installations sociales (bâtiments culturels et sportifs), son commerce, ses moyens de déplacement. Surtout, ses lieux d'enseignement, où s'apprend la culture du peuple détesté. D'ordinaire, n'en déplaise à M. Darmanin, ces émeutiers sont issus de minorités immigrées. Celui qui a été tué, origine ou prétexte de l'agitation, est l'un des leurs : ces jeunes le vengent, manifestation primaire de la loi du talion.

Nulle coordination ici, mais la pratique commune de réseaux sociaux jouant le rôle du vent dans les incendies ; grâce à lui, et à eux, "L'étincelle peut embraser toute la plaine (Mao). Quand une telle émeute démarre, nul ne peut la contrôler : il faut soit la réprimer, soit laisser passer sa rage. Bien sûr, les travailleurs sociaux, "grands frères" et fi

gures associatives accourant alors à la télé jurer que eux sauraient, pourraient... sont des escrocs, quêtant une prébende en mode chantage ("si vous ne payez pas, ce sera pire").

De telles émeutes peuvent se prévenir, par un travail de renseignement équivalent à un "sismographe social", au cœur même des pires zones hors contrôles, dits "quartiers sensibles" dans la novlangue officielle. Pour cela, il faut y être présent en permanence, ou y recruter sans cesse des indicateurs. Le ministère de l'Intérieur ne fait ni l'un, ni l'autre.

• **Les armes de guerre vont-elles envahir la France et servir à affronter l'État ?** Les armes de guerre aux mains de gangs, surtout de trafiquants de drogues, servent à des conflits de territoires ou à régler des comptes entre bandits. Étroitement contrôlées par des caïds, ces armes servent pour les seules guerres de gangs (23 morts à Marseille, janvier-mai 2023). Les caïds qui les achètent et ordonnent le tir ; variante, les tueurs à gages qu'ils emploient, connaissent bien la société et les instances de répression. Ils ont des avocats bien payés et, eux, des indicateurs dans la haute société, qu'ils fournissent en "escortes" de tous sexes et en cocaïne.

Partout et toujours, le milieu criminel contrôle au mieux le marché du vice : il en retire certes de l'argent, mais aussi une connaissance fine du pouvoir licite, ses réactions, craintes, etc. Ces caïds ne veulent pas gouverner mais s'enrichir. Leur constante stratégie est l'évitement, jamais le choc frontal avec l'appareil d'État. Seule inquiétude : l'effondrement récent - amusante coïncidence : depuis le début de la guerre en Ukraine - du prix des armes de guerre, type kalachnikov, de $\pm 2\ 500$ euros à ± 300 euros : des "chiens fous" ou amateurs incontrôlés pourront désormais s'en offrir.

• **Les gangs opérant en France peuvent-ils muter en cartels à la Mexicaine ?** Inepte : les "cartels" du Mexique sont des armées criminelles de milliers, voire de dizaines de milliers d'hommes en armes, encadrés par d'ex-policiers ou militaires issus de la région : Mexique, Amérique centrale, etc. Ils vivent du gigantesque marché de toxicomanes des États-Unis ; derniers chiffres officiels, ce marché américain compte, toutes drogues et niveaux d'addiction confondus, un peu moins de 60 MILLIONS d'individus. D'où, des milliards de dollars par an pour financer ces armées criminelles. Un tel marché n'existe bien sûr pas en France : $\pm 600\ 000$ cocaïnomanes, la moitié d'héroïnomanes, 2 millions de fumeurs de hasch. Cela finance des gangs, les plus robustes à Marseille, rien de plus.

Éviter la négation ou les paniques nécessiterait que le ministère de l'Intérieur, et le ministre, instruisse l'opinion, au lieu de mentir ou raconter des sornettes. On pourrait rire de M. Darmanin, dont le bagout égale celui des élèves du Lycée Papillon "*Le cheval de bois, le pou, la belle-mère, qui bave sur sa proie et puis qu'avale tout*". Mais son cas est plus sinistre. Du fait de sa dévorante ambition, la simple réalité des faits, la réputation et la crédibilité de son ministère, sont toujours écrasés par sa tactique : ce que je dis à l'instant sert ma carrière future, rien d'autre.

On ignore bien sûr qui lui succédera ; mais d'ores et déjà, ceci est sûr : le nouveau ministre affrontera la tâche immense de ressusciter la crédibilité, la réputation d'un ministère majeur, que M. Darmanin aura détruite. ■